Sixièmes Forums de partenariat

Rapport des rencontres

Forum de partenariat régional I : Europe de l'Est et Asie centrale ; Amérique latine et Caraïbes

Du 9 au 11 février 2021

Table des matières

1. Contexte 3

2. Aperçu des discussions en groupe et recommandations par sujet 5

2.1 Sujets de la catégorie « Définir nos objectifs »

a. Lutter contre le VIH

b. Lutter contre la tuberculose

c. Lutter contre le paludisme

d. Intégration et systèmes de santé

e. Équité, droits humains, genre et populations clés et vulnérables

f. S'adapter à un milieu en évolution

2.2 Sujets de la catégorie « Atteindre nos objectifs »

a. Renforcer l'impact selon le contexte du pays

b. Partenariats soutenant une mise en œuvre efficace

c. Orientation des marchés, achats, chaîne d'approvisionnement et mise à l'échelle des innovations

d. Mobilisation des ressources

3. Conclusions et recommandations 14

4. Prochaines étapes 16

Annexe 1 : Participation au Forum de partenariat régional I

Annexe 2 : Programme

Annexe 3 : Aperçu des sujets des discussions en groupe

1. Contexte

Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (le « Fonds mondial ») organise, tous les six ans environ, des Forums de partenariat dans le cadre du processus d'élaboration de sa stratégie. Ces Forums sont mandatés par les statuts du Fonds mondial et visent à offrir aux parties prenantes de l'ensemble du partenariat une plateforme inclusive pour se rassembler afin de mettre en commun leurs idées, d'examiner les données probantes et d'aider à définir les principaux objectifs de la prochaine stratégie du Fonds mondial, en mettant l'accent sur l'obtention des points de vue de maîtres d'œuvre ne participant pas régulièrement aux discussions stratégiques de l'organisation. En raison des restrictions liées à la pandémie de COVID-19, les sixièmes Forums de partenariat – qui se sont tenus au premier trimestre 2021 – ont eu lieu de manière totalement virtuelle, et ce, pour la première fois. Les résultats des Forums alimentent directement l'élaboration en cours de la stratégie du Fonds mondial pour l'après 2022.

Au total, cinq consultations virtuelles distinctes ont eu lieu sur six semaines (du 2 février au 15 mars 2021) : une séance d'ouverture mondiale conjointe suivie de trois Forums régionaux[1] et d'une séance de clôture mondiale conjointe. Quatre rapports documentant les conclusions des Forums de partenariat ont été rédigés : un rapport de synthèse pour chacun des trois Forums régionaux et un rapport général définitif couvrant les cinq consultations et contenant des recommandations et des enseignements principaux. Afin de garantir une reddition de compte indépendante par les Forums, l'ébauche de ces rapports a été dirigée par un rapporteur indépendant.

Le Forum de partenariat régional pour l'Europe de l'Est et l'Asie centrale (EEAC) et l'Amérique latine et les Caraïbes (ALC) [le « Forum régional »] s'est tenu virtuellement sur trois jours consécutifs (pendant trois heures chacun, du 9 au 11 février 2021). Guidées par la méthodologie destinée aux participants des sixièmes Forums de partenariat[2], 71 personnes au total ont répondu présentes : 25 pour l'EEAC ; 33 pour l'ALC ; et 13 pour l'hémisphère Nord (la liste des participants figure à l'annexe 1). Elles représentaient l'éventail varié de parties prenantes qui composent le partenariat du Fonds mondial : membres de la société civile et des communautés vivant avec les trois maladies et touchées par elles à l'échelle locale, régionale et internationale ; gouvernements maîtres d'œuvre ; partenaires techniques ; membres du secteur privé et donateurs.

[1] Forum de partenariat régional I pour l'Europe de l'Est et l'Asie centrale, l'Amérique latine et les Caraïbes : du 9 au 11 février ; Forum de partenariat régional II pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe, et MOAN I (Maroc, Égypte, Djibouti, Soudan, Somalie, Tunisie, Algérie, Mauritanie, Érythrée) : du 15 au 17 février ; Forum de partenariat régional III pour l'Asie de l'Ouest, l'Asie du Sud, l'Asie du Sud-Est et l'Asie de l'Est ; le Pacifique et MOAN II (Iraq, Syrie, Jordanie, Liban, Yémen et Palestine) : du 3 au 5 mars.

[2] L'invitation des participants s'est faite au moyen d'une procédure formelle de désignation définie en collaboration avec le Comité de la stratégie du Fonds mondial. Les critères avaient pour objectif de garantir un juste équilibre entre les acteurs habituels et les parties prenantes qui ont moins d'occasions de participer aux discussions stratégiques, et d'apporter aux délibérations un éventail de perspectives, d'expériences, d'antécédents géographiques et de domaines de compétences dans l'ensemble du partenariat.

Le Forum régional comptait différentes séances plénières et discussions en groupe. La séance plénière d'ouverture a préparé le terrain avec un débat visant à contextualiser l'élaboration de la nouvelle stratégie du Fonds mondial au sein d'un environnement mondial et régional en évolution rapide – sachant qu'il reste une dizaine d'années pour atteindre les Objectifs de développement durable de 2030 –, sur fond de pandémie de COVID-19 qui menace de retarder de plusieurs décennies les progrès de la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme. Parmi les intervenants, citons le président du Conseil d'administration du Fonds mondial, M. Donald Kaberuka, et des représentants des régions EEAC et ALC, notamment M^{me} Lena Nanushyan, ministre adjointe, ministère de la Santé, République d'Arménie ; M^{me} Alejandra Acuña, vice-ministre de la Santé, Costa Rica ; M^{me} Keren Dunaway, responsable de l'égalité de genre pour ICW et coordonnatrice jeunesse pour la fondation Llaves, Honduras ; et M. Daniyar Orsekov, coordonnateur du plaidoyer à la Coalition eurasienne pour la santé, les droits, le genre et la diversité sexuelle, Kirghizistan. Les séances plénières suivantes, organisées à l'issue des séances en groupe, visaient principalement à discuter des commentaires de l'ensemble des groupes de discussion, à les résumer, et à les préciser (se reporter à l'annexe 2 pour consulter le programme complet du Forum de partenariat).

Les groupes animés étaient au cœur du Forum régional. Les sujets étaient définis en fonction des données et des commentaires recueillis tout au long de l'année 2020 dans le cadre du processus d'élaboration de la stratégie, notamment par l'intermédiaire d'une consultation ouverte en ligne, laquelle a recueilli 324 réponses représentant plus de 5 450 personnes[3]. Comme l'indique la figure 1 ci-dessous, les sujets abordés par les groupes de discussion étaient divisés en deux catégories : **« Définir nos objectifs »**, qui rassemblait six thèmes, et **« Atteindre nos objectifs »**, qui en rassemblait quatre. Ces sujets comprennent environ 25 sous-thèmes, présentés à l'annexe 3. Les participants ont été affectés à un groupe de discussion parmi les sujets de la catégorie « Définir nos objectifs » et à un groupe parmi les sujets de la catégorie « Atteindre nos objectifs », selon des préférences établies à l'avance et en respectant un équilibre au sein des groupes de parties prenantes. Les discussions en groupe ont eu lieu séparément pour l'EEAC et pour l'ALC en raison des fuseaux horaires différents. En revanche, les séances plénières rassemblaient les participants des deux régions pour leur permettre de discuter d'enjeux communs et d'interdépendances.

Les rapporteurs participants ont collaboré avec leurs groupes de discussion respectifs pour consigner les principaux points de leur conversation dans des résumés traités par la suite en séance plénière. Ces résumés, fondements du présent rapport, font partie intégrante de l'éventail complet de commentaires utilisés par le Secrétariat, le Comité de la stratégie et le Conseil d'administration du Fonds mondial pour élaborer la stratégie pour l'après 2022.

[3] Des renseignements sur la consultation ouverte en ligne, notamment la synthèse des commentaires, sont disponibles au https://www.theglobalfund.org/fr/strategy-development/.

Figure 1. Sujets des discussions en groupe pour le Forum de partenariat régional I

2. Aperçu des discussions en groupe et recommandations par sujet

De courts résumés des 10 sujets traités par les groupes de discussion sont présentés ci-dessous. Plusieurs groupes de discussion ont été constitués pour chaque sujet en raison du nombre élevé de participants et afin de limiter la taille des groupes pour garantir que chacun puisse participer activement. Ainsi, les 10 résumés offrent un aperçu consolidé des commentaires de tous les groupes de discussion et de toutes les régions pour le sujet traité. Si une région précise est mentionnée, c'est qu'un domaine a été mis en évidence pour cette région en particulier. Parfois, les contributions majeures apportées sur un sujet de discussion étroitement lié à un autre ont été décrites dans la partie concernant ce dernier thème (p. ex. les commentaires fondamentaux recueillis au sujet de l'élimination des obstacles aux droits humains dans le groupe de discussion « Mobilisation des ressources » ont été inclus dans la section « Équité, droits humains, genre et populations clés et vulnérables » du présent rapport).

L'objectif de ces résumés est de saisir les points essentiels des discussions approfondies et les nombreuses recommandations émises lors des discussions en groupe et des séances plénières. Les notes détaillées des discussions en groupe et des séances plénières servent à l'élaboration du cadre et du texte définitif de la stratégie tout au long de l'année 2021. Elles seront également utilisées pour préparer la mise en œuvre la prochaine stratégie.

2.1 Sujets de la catégorie « Définir nos objectifs »

a. Lutter contre le VIH

En général, les participants étaient d'avis qu'une **approche intégrée axée sur les droits humains** est essentielle pour maximiser les résultats de la lutte contre le VIH. En effet, ce point de vue structurel est indispensable pour éviter de laisser des personnes de côté, notamment les populations difficiles à atteindre (migrants, prisonniers, Autochtones, etc.).

Sur le plan des recommandations pratiques, les participants ont suggéré que le Fonds mondial se concentre sur les points ci-dessous.

- **Renforcer les interventions axées sur l'atteinte des populations clés** dans des domaines tels que le dépistage, la prévention, l'accès au traitement, l'observance thérapeutique et le soutien – psychologique ou autre.
- Catalyser et soutenir fermement les interventions visant à **lever les obstacles structurels** (pénalisation, stigmatisation, discrimination) qui nuisent à l'accès des populations clés aux services et aux aides liées au VIH qu'elles méritent et dont elles ont besoin.
- Garantir des **aides supplémentaires – financières ou autres – pour les initiatives communautaires**, notamment dans des domaines comme le suivi et le plaidoyer, en vue d'améliorer la pleine participation des communautés.

Parmi les autres priorités recommandées, citons le soutien à la collecte de **données plus fiables et plus détaillées** et la recherche opérationnelle afin de mieux comprendre les méthodes les plus efficaces pour trouver, soigner et aider les populations les plus vulnérables au VIH. Il a également été suggéré que le Fonds mondial promeuve et généralise la mise en œuvre d'outils et d'innovations qui pourraient s'avérer très utiles aux populations clés de tous âges (p. ex. prophylaxies préexposition et autodépistage du VIH). L'augmentation de l'attention portée par le Fonds mondial à **la préparation et à la pérennité de la transition** – sujet traité dans plusieurs autres thèmes de discussion – et de son appui en la matière a également été citée comme un élément important de l'amélioration des résultats de la lutte contre le VIH en EEAC et en ALC.

b. Lutter contre la tuberculose

Afin de promouvoir et d'atteindre une riposte plus audacieuse et rapide à la tuberculose, les participants ont demandé au Fonds mondial de recourir plus directement à son **influence politique pour forcer les gouvernements à rendre des comptes** relativement au cofinancement et à l'efficience allocative du financement de la lutte contre la maladie. L'intégration de **jalons supplémentaires dans la mise en œuvre des subventions** a également été proposée pour promouvoir la responsabilité accrue des pays quant à la réalisation des activités, conformément aux attentes et aux besoins.

Les deux régions ont systématiquement demandé la priorisation du **renforcement des systèmes communautaires** (RSC) et de la mise en œuvre d'une **approche axée sur les communautés, les droits et le genre** au sein de toutes les interventions liées à la tuberculose soutenues par le Fonds mondial. Les participants ont mis en avant que pour adapter correctement les subventions et les activités aux besoins locaux et contribuer à la pérennité, les communautés devaient collaborer et diriger équitablement la conception, la mise en œuvre et le suivi et la reddition de comptes concernant tous les aspects des programmes liés à la tuberculose soutenus par le Fonds mondial.

Troisième domaine prioritaire cité, **les populations clés et les groupes vulnérables** hors de portée des structures officielles (**migrants, communautés autochtones**) devraient être au centre de toutes les interventions liées à la tuberculose, notamment par l'intermédiaire d'efforts plus poussés de dépistage précoce. Plusieurs participants ont appelé le Fonds

mondial à **subventionner un plus grand nombre de programmes multipays** et d'y affecter des ressources supplémentaires. Ils ont indiqué que selon leur expérience et leurs observations des subventions multipays offertes dans les deux régions ces dernières années, ces accords de subvention pouvaient s'avérer efficaces pour atteindre les populations stigmatisées, discriminées et criminalisées – tant en EEAC qu'en ALC – en leur offrant un accès à la prévention, au traitement et aux services de soins liés à la maladie.

Plusieurs personnes ont également conseillé au Fonds mondial de s'affirmer davantage dans la lutte contre la **tuberculose multirésistante**. Il pourrait par exemple apporter un soutien technique aux gouvernements pour garantir un accès à des traitements et des diagnostics novateurs.

c. Lutter contre le paludisme

La souplesse, la réduction des inégalités sur le plan de la santé et les partenariats ont été mis en avant lors des discussions sur les moyens d'augmenter l'impact sur le paludisme en ALC. Ces thèmes ont été jugés importants dans les méthodes précises ci-dessous.

- Il faudrait s'intéresser davantage aux répercussions du paludisme sur **les femmes (en particulier les femmes enceintes), les enfants et les populations vulnérables et autochtones**. Pour leur offrir un accès plus équitable aux services de prévention et aux traitements, il faut mieux surveiller les effets de la maladie sur ces personnes. Ce rôle est tout à fait adapté aux communautés qui possèdent les connaissances, les liens et la confiance nécessaires pour effectuer ce travail efficacement.
- Il a été noté que, comme l'ont prouvé les conséquences sanitaires et économiques dévastatrices de la pandémie de COVID-19 en ALC et la recrudescence des cas de paludisme au Venezuela ces dernières années, il est important de faire preuve de **souplesse** dans la gestion des répercussions des **crises et des urgences, notamment le déplacement des populations**. En tenant compte de ces récents événements, il a été recommandé au Fonds mondial et aux autres partenaires d'être plus **souples pendant la transition**, notamment en envisageant de mettre des transitions en attente lorsque cela est pertinent, et en permettant aux pays qui subissent des revers de redevenir plus facilement admissibles au financement pour la lutte contre le paludisme. Les participants ont indiqué que la protection des acquis et la prévention d'une résurgence de la maladie dans des régions où elle a été éliminée étaient des priorités essentielles, même dans les circonstances les plus compliquées.
- Pour augmenter son impact sur la lutte contre le paludisme, le Fonds mondial devrait accepter d'appuyer des **activités très différenciées** en fonction du contexte précis, ce qui exige l'adaptation d'associations d'interventions. La valeur d'une approche différenciée a également été citée dans d'autres thèmes, notamment « Renforcer l'impact selon le contexte du pays ».
- Plusieurs participants pensent que les **approches régionales** axées sur la coordination, la collaboration transfrontalière et les **partenariats multilatéraux** (p. ex. avec des banques multilatérales, le secteur privé et la société civile) peuvent s'avérer efficaces et efficientes pour optimiser les impacts des investissements dans la lutte contre le paludisme.

d. Intégration et systèmes de santé

Les participants au Forum régional ont conseillé au Fonds mondial **de promouvoir et de diriger l'intégration**, y compris en synchronisant ses investissements avec les réformes des soins de santé dans les pays, les processus liés à la couverture sanitaire universelle et d'autres stratégies sanitaires. Ces efforts devraient viser en priorité à maintenir et à augmenter l'accès aux services de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme au moyen de systèmes de santé nationaux intégrés.

On a suggéré au Fonds mondial d'utiliser les enseignements tirés de la riposte au COVID-19 pour ce qui est de la **participation aux réformes structurelles** à l'échelle nationale et locale dans des domaines comme le renforcement de la gestion de l'information sanitaire, la gestion des achats et de l'approvisionnement, les laboratoires et la surveillance épidémiologique. L'un des messages sous-jacents des participants était que toutes les activités liées à l'intégration devraient viser à **institutionnaliser le rôle des communautés et de la société civile dans les systèmes de santé**. Le Fonds mondial devrait donc être le leader de la promotion d'une vision internationale dans laquelle les systèmes communautaires jouent un rôle essentiel et directeur, et sont financés, soutenus et mobilisés comme il se doit.

Les participants ont aussi recommandé au Fonds mondial de **renforcer son rôle de chef de file** à l'échelle des pays dans l'ensemble des politiques, processus et programmes relatifs à l'intégration, notamment par l'intermédiaire de la diplomatie et de **son influence politique**. Les trois points ci-dessous devraient faire partie des objectifs à atteindre.

- Garantir l'intégration, la participation et l'autonomie efficaces des populations clés.
- Garantir le soutien et le respect accrus des données produites par les communautés.
- Garantir que les problèmes systémiques influant sur la capacité, la qualité et la pérennité des programmes soient repérés et réglés par les pays et leurs partenaires.

Dans le cadre de ces efforts, il a été conseillé au Fonds mondial de jouer un rôle plus catalyseur pour **aider les gouvernements à innover davantage** – p. ex. utiliser des technologies et des outils nouveaux et plus performants et prioriser l'introduction de méthodes comme le contrat social pouvant intégrer les communautés et les populations clés à des **systèmes globaux pour la santé** et garantir que les services essentiels sont offerts et maintenus.

e. Équité, droits humains, genre et populations clés et vulnérables

De nombreux participants ont fait valoir que pour ne laisser personne de côté (une valeur défendue par le Fonds mondial en tant qu'élément central de son travail), l'organisation doit **intégrer totalement les droits humains, le genre et l'équité à toutes ses subventions, à toutes ses structures et à tous ses systèmes**. Ils ont indiqué que pour que cela soit possible, le Fonds mondial devait mieux écouter les communautés et les populations clés, et s'assurer que leurs voix et leurs besoins font partie intégrante de toutes les politiques qui orientent le travail de l'organisation.
Il a été suggéré que le Fonds mondial prenne quelques mesures clés – dont certaines sont présentées ci-dessous – pour **mieux atteindre et soutenir les populations clés, respecter**

davantage les droits humains et améliorer l'accès aux services pour tous ceux qui en ont besoin.

- User de son **influence politique** et de son influence de haut niveau pour plaider en faveur d'un changement politique, notamment la dépénalisation des populations clés.
- Augmenter **le soutien au renforcement des capacités et les aides financières** pour les populations clés et les communautés avant, pendant et après les **transitions**, p. ex. en étendant la « règle sur les ONG »[4] aux pays qui se sont affranchis de l'aide du Fonds mondial et en créant des subventions spéciales « post-transition » pour faciliter le suivi et le plaidoyer communautaires.
- Étendre l'utilisation et le financement des **subventions multipays**.
- Adapter les **critères d'admissibilité et d'allocation** en fonction des contextes politiques et épidémiologiques régionaux, notamment des données sur les violations des droits humains contre les groupes clés et vulnérables.
- Étendre l'**initiative « Lever les obstacles »[5]** à tous les pays dans lesquels les populations clés sont confrontées à d'importants obstacles juridiques et politiques à l'accès aux services de santé.
- Garantir que la **définition des populations « vulnérables » et « clés »** utilisée dans l'ensemble du système du Fonds mondial comprend les « populations en mouvement » (réfugiés, migrants et populations mobiles et déplacées à l'intérieur de leur pays).

L'une des autres recommandations générales émises lors des séances plénières et des discussions en groupe est que le Fonds mondial devrait **créer un mécanisme de financement direct pour les populations clés et vulnérables**, séparé de la structure actuelle qui exige le passage par les instances de coordination nationale (ICN) et les processus en vigueur. Différents commentaires de participants laissaient entendre qu'une source de financement devrait se concentrer sur le genre et les droits humains ; ne dépendrait pas de l'approbation du gouvernement ; éliminerait les procédures et les obstacles administratifs auxquels les communautés et les groupes de populations clés sont confrontés dans le cadre de l'accès au financement ; permettrait l'utilisation des fonds pour couvrir les coûts essentiels et les efforts de plaidoyer des groupes communautaires ; et pourrait contrer la diminution de la place accordée à la société civile dans de nombreuses zones d'EEAC et d'ALC et l'insuffisance des fonds destinés aux communautés dans les régions, qui les empêche de diriger la riposte au VIH, à la tuberculose et au paludisme.

Il a également été souligné que la mise en place d'un tel mécanisme de financement constituerait une étape importante vers le respect de l'engagement consistant à élargir la prestation de services de proximité de façon à ce que ceux-ci représentent au moins 30 % de l'ensemble des services d'ici à 2030[6]. On a demandé au Fonds mondial de faire de l'atteinte de cet objectif de 30 % une priorité dans sa prochaine stratégie, notamment en usant de son influence pour demander des comptes aux gouvernements à ce sujet.

[4] La « règle sur les ONG » permet aux pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure ne figurant pas sur la liste du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques d'accéder, dans des situations particulières (p. ex. obstacles politiques aux services), au financement d'organisations non gouvernementales. Pour en savoir plus : https://www.theglobalfund.org/media/7052/bm38_20-revisingglobalfundeligibilitypolicy_report_en.pdf.

[5] L'initiative du Fonds mondial « Lever les obstacles » vise à lutter contre les obstacles – structurels et autres – à l'accès aux services et à la mobilisation des populations clés et vulnérables. À ce jour, elle a été expérimentée dans peu de pays.

[6] Déclaration politique des Nations Unies 2016 sur le VIH/sida

f. S’adapter à un milieu en évolution

Les participants ont fait remarquer que les pandémies nouvelles et émergentes comme le COVID-19 et les changements climatiques n’étaient que deux événements majeurs parmi tous ceux qui continueront à influer sur le contexte d’intervention du Fonds mondial. La plupart d’entre eux se sont entendus sur le fait que l’organisation ne peut et ne doit les ignorer ni les éviter, mais que sa mobilisation sur ces sujets ne doit pas compromettre les progrès de la mission consistant à mettre un terme aux épidémies des trois maladies. Il a donc été suggéré que dans le cadre de ses efforts visant à adapter le Fonds mondial et à lui donner un caractère approprié, l’organisation devrait **placer le VIH, la tuberculose et le paludisme au cœur de toutes les actions et interventions** visant à agir en faveur de la « sécurité sanitaire mondiale ».

Les participants ont présenté les approches et principes ci-dessous, qui devraient orienter la mobilisation du Fonds mondial à l’égard de l’adaptation à un milieu en évolution.

- Renforcer les **capacités des communautés et de la société civile** dans des domaines tels que le suivi et le plaidoyer, et faire en sorte d’appuyer un financement approprié et un accès permanent au soutien technique.
- Garantir que toutes les interventions du Fonds mondial dans le domaine de la sécurité sanitaire mondiale comprennent des **approches adaptées au contexte pour lutter contre la stigmatisation, la discrimination et d’autres obstacles persistants aux droits humains** (p. ex. criminalisation des populations clés) et aident les populations clés et vulnérables à bâtir des sociétés plus inclusives, non discriminatoires et plus résilientes face aux pandémies et aux autres crises.
- Le Fonds mondial a un rôle à jouer dans l’**établissement d’alliances régionales stratégiques** pour lutter contre les crises dans des contextes d’intervention difficiles (p. ex. migration, déplacement). Il devrait intensifier et utiliser ces partenariats et garantir que les services essentiels liés au VIH, à la tuberculose et au paludisme demeurent disponibles pour ceux qui en ont besoin, notamment en collaborant étroitement avec la société civile.
- Les **actions et les interventions du Fonds mondial en situation de crise** devraient faire l’objet d’un suivi et d’une évaluation, en particulier pour ce qui est de l’impact sur les personnes vivant avec les trois maladies et touchées par elles. Les indicateurs mis en place pour orienter ces évaluations devraient mesurer l’équité (ou l’iniquité) et les inégalités économiques et sociales.
- Parmi les efforts visant à mieux lutter contre les **changements climatiques**, on pourrait aussi **créer des indicateurs** permettant d’améliorer le suivi dans une vaste gamme de domaines épidémiologiques, sociaux et systémiques (p. ex. les répercussions des changements climatiques sur la vulnérabilité à la tuberculose et au paludisme, et l’accès aux services de prévention et de traitement des trois maladies). **La promotion et la priorisation de l’éducation de tous les partenaires aux changements climatiques** – des communautés aux gouvernements – pourraient être intégrées aux programmes et aider à améliorer les résultats en matière de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme.

2.2 Sujets de la catégorie « Atteindre nos objectifs »

a. Renforcer l'impact selon le contexte du pays

Les commentaires des participants portaient principalement sur le soutien d'un partenariat inclusif et le renforcement des données et des renseignements stratégiques. L'une des recommandations clés relativement au renforcement de l'impact selon le contexte des pays par le Fonds mondial était **de prioriser et d'exiger des programmes et une prise de décisions axés sur les données**, à l'échelle politique et opérationnelle, pour les programmes soutenus par l'organisation. La même exigence pourrait s'appliquer aux partenaires à l'échelle nationale. Il a été souligné que des données ventilées de meilleure qualité, fiables et générées plus rapidement – y compris dans des domaines comme le nombre de nouveaux cas et de décès, l'incidence et la mortalité – étaient essentielles pour réduire les iniquités. En effet, ces données indiquent quelles populations sont laissées pour compte, dans quelles zones géographiques et à quels services ces groupes peuvent ne pas avoir accès.
Les recommandations émises à l'intention du Fonds mondial sont présentées ci-dessous.

- Offrir un **soutien technique et financier plus concret** pour collecter, évaluer et utiliser les données (notamment par l'amélioration des systèmes de surveillance).
- **Bien ventiler les données**, y compris à l'échelle infranationale.
- **Donner la capacité aux communautés de participer** à tous les aspects de la production et de l'utilisation de données, et leur **offrir l'espace nécessaire** à cette fin.
- **Renforcer les processus de suivi et d'évaluation** en vigueur, en y intégrant un suivi communautaire important et influent.

De plus, certains participants au Forum régional ont souligné qu'un soutien accru de la **recherche opérationnelle** pourrait accélérer les progrès dans les pays en préparant le terrain pour une identification et une utilisation rapides des **innovations**.

Les mesures visant à **améliorer les transitions pour l'ensemble des parties prenantes** ont été jugées importantes pour les régions EEAC et ALC relativement à l'augmentation de l'impact. Parmi les propositions de facilitation des améliorations par le Fonds mondial, citons le lancement plus précoce des processus de planification de la transition ; l'introduction et le suivi de mesures concrètes des progrès vers la pérennité ; une souplesse accrue (p. ex. mise en attente des transitions) en fonction du contexte du pays, comme l'accès des populations clés aux services et la protection des droits humains ; et l'élargissement de l'appropriation par le pays (p. ex. avec l'appui des ministères des Finances).

Comme cela a été souligné dans d'autres groupes thématiques (notamment ceux portant sur les partenariats, résumés dans la sous-section ci-dessous), l'amélioration de l'équilibre du pouvoir entre partenaires appartenant à des **ICN** constitue une priorité pour le renforcement de l'impact dans de nombreux pays des deux régions. Deux approches ont été recommandées : renforcer la participation et le leadership des communautés au sein des ICN, et prendre des mesures pour éviter que tous les pouvoirs ne soient concentrés à l'échelle des récipiendaires principaux.

Dans le cadre d'une approche plus souple, certains participants ont également encouragé le Fonds mondial à adopter **une vision à plus long terme de la mesure des impacts** (au-delà des cycles de financement de trois ans), notamment dans des domaines précis comme les cadres de résultats présentés au Fonds mondial. En effet, plusieurs cycles sont souvent nécessaires pour que les progrès dans de nombreux domaines importants (dépénalisation des populations clés ; intégration des programmes de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme aux systèmes nationaux) soient visibles en EEAC et en ALC.

b. Partenariats soutenant une mise en œuvre efficace

Le principal message des participants était qu'il faut **renforcer et élargir les partenariats**, en portant une attention particulière aux communautés et aux structures plus représentatives axées sur les pays. Bon nombre des observations et des recommandations, comme celles présentées ci-dessous, concernaient principalement les **ICN**.

- Le rôle des ICN devrait être renforcé par un **soutien technique et financier** pour leur permettre de participer à tous les processus politiques pertinents concernant les trois maladies, et, plus largement, à d'autres programmes et politiques liés à la santé et au développement à l'échelle nationale. L'une des actions prioritaires suggérées est de rendre les **indicateurs de résultats de l'impact et des processus** accessibles à toutes les personnes qui souhaitent les consulter, ce qui pourrait améliorer la transparence et la responsabilité des ICN.
- Les ICN devraient être **plus inclusives à l'interne et à l'externe** pour garantir une meilleure gestion des besoins holistiques et des difficultés des personnes vivant avec le VIH, la tuberculose et le paludisme, et touchées par ces maladies.
- Les changements au sein des ICN devraient être axés sur le renforcement des **capacités des communautés, y compris des populations clés, à participer de manière significative et à agir comme leaders** dans les instances, tout en éliminant et en surmontant les obstacles qui créent des déséquilibres de l'influence des différents partenaires.
- Les ICN devraient se diriger vers une utilisation plus efficace et efficiente des financements en élargissant leurs partenariats **au-delà de la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme**. Pour ce faire, elles pourraient mettre en place des mécanismes de coordination et de collaboration avec des représentants et des organismes œuvrant dans les domaines de la santé mentale ; des maladies non transmissibles ; de la santé maternelle, néonatale et infantile, etc. Il a aussi été recommandé au Fonds mondial d'appuyer la création de mécanismes de communication en dehors des ICN pour recueillir et faire entendre les commentaires des personnes qui n'en sont pas membres dans le cadre de la prise de décisions.

  À travers toutes ces suggestions de domaines de travail sur les ICN, les participants ont insisté sur l'urgence d'**étendre le rôle des communautés** dans la prise de décisions à l'échelle nationale, ce qui implique une augmentation des investissements dans le RSC. Une aide ciblée pour **renforcer les communautés touchées par le paludisme et la tuberculose** est particulièrement nécessaire pour améliorer leur représentation et leur capacité de plaidoyer. Cela passe par un investissement accru dans le **suivi dirigé par**

les communautés, important pour leur permettre de prendre part de manière plus égalitaire à l'ensemble des processus et des structures du Fonds mondial.

c. Orientation des marchés, achats, chaîne d'approvisionnement et mise à l'échelle des innovations

Les participants ont mis en évidence l'importance d'une vision fédératrice de toutes les activités et décisions relatives à l'orientation des marchés, aux achats, à la chaîne d'approvisionnement et à la mise à l'échelle des innovations : orienter tous les investissements du Fonds mondial vers l'objectif général visant à garantir un accès abordable, de qualité, uniforme, pérenne et sûr à toutes les aides et à tous les services requis par l'intégralité des personnes vivant avec le VIH, la tuberculose et le paludisme, et touchées par les trois maladies.

La discussion concernant les moyens de maximiser l'innovation et le changement a tourné autour de quelques suggestions d'approches et de méthodes précises, présentées ci-dessous.

- À l'échelle *régionale et internationale*, le Fonds mondial devrait promouvoir **l'apprentissage et l'introduction de nouveaux outils et de nouvelles technologies**, ainsi que l'**échange d'expériences et de pratiques exemplaires**. À l'échelle *nationale*, le Fonds mondial devrait se concentrer, entre autres, sur l'accélération du **déploiement de nouveaux outils et de nouvelles solutions numériques** (notamment par le recours à des investissements à effet catalyseur visant à « faire mieux » et à accélérer la disponibilité de nouvelles innovations) ; le soutien de **systèmes d'information** intégrés solides, précis et transparents ; et l'exploitation de l'**expertise d'autres parties prenantes** par l'intermédiaire de partenariats stratégiques.

Afin de lever les obstacles hautement prioritaires dans les deux régions, les participants ont recommandé au Fonds mondial de faciliter l'accès, dans tous les pays, à **des médicaments et des diagnostics abordables et de qualité au-delà des subventions de l'organisation**. Cela pourrait comprendre un soutien direct pour surmonter les problèmes de capacité et l'absence de connaissances techniques relatives à la méthode à adopter pour garantir des médicaments et des diagnostics abordables de qualité – y compris dans de nombreux pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, où l'accès permanent et généralisé constitue une préoccupation essentielle dans le continuum de transition.

Les participants au Forum régional ont également indiqué qu'il était essentiel que le Fonds mondial et ses partenaires insistent davantage sur la transparence et l'ouverture dans tous les aspects des **achats** pour lutter contre la corruption. Selon eux, le renforcement des capacités de **suivi communautaire** des programmes et des chaînes d'approvisionnement constitue un élément important des efforts globaux visant à régler ces problèmes. Par ailleurs, il a été souligné que le Fonds mondial devait intensifier **l'usage de son influence politique et de ses capacités de plaidoyer** à l'égard de nombreux obstacles. Certaines personnes ont indiqué qu'une participation plus directe aux discussions internationales sur la **propriété intellectuelle** était une priorité particulièrement urgente.

d. Mobilisation des ressources

Comme l'a fait remarquer le président du Conseil d'administration du Fonds mondial lors de son allocution en séance plénière, la riposte mondiale au VIH, à la tuberculose et au paludisme n'est pas financée correctement à l'heure actuelle. C'est l'une des raisons pour lesquelles les participants pensent que le Fonds mondial devrait **se concentrer sur la mobilisation de fonds pour son mandat actuel relatif aux trois maladies – qui est loin d'être terminé – et sur le financement de ce mandat**. Le Fonds mondial a été fortement encouragé à **ne pas réaffecter les ressources** destinées aux trois maladies. Par conséquent, tous travaux liés à des maladies infectieuses nouvelles et émergentes ou à d'autres crises sanitaires requièrent des ressources supplémentaires.

Les participants ont insisté sur le fait que l'insuffisance du financement est également l'une des raisons pour lesquelles le Fonds mondial devrait déployer plus d'efforts pour **stimuler le financement national**. À cette fin, il pourrait avoir plus souvent recours, de manière plus proactive, **à son influence politique et aux conditionnalités** (cofinancement) pour demander des comptes aux gouvernements quant à leurs engagements et surveiller et suivre de plus près les progrès des engagements nationaux à l'égard des trois maladies et de la santé au sens plus large. Il a également été fortement recommandé au Fonds mondial **d'aider les communautés, la société civile et les réseaux nationaux et régionaux de populations clés** à avoir plus de poids dans la mobilisation des ressources nationales, notamment au moyen du plaidoyer. Les participants ont vu en ce type de soutien à la mobilisation des ressources nationales un moyen essentiel d'**accroître l'investissement dans les interventions pérennes** et de garantir la poursuite de la participation des communautés et de la société civile – après la transition – au financement de services de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme, et de services de santé au sens plus général, accessibles à tous ceux qui en ont besoin.

3. Conclusions et recommandations

Les recommandations globales clés émises dans le cadre du Forum de partenariat pour l'EEAC et l'ALC sont regroupées en trois catégories principales : tendances en matière d'« orientation » recommandées au Fonds mondial pour sa prochaine stratégie ; domaines transversaux prioritaires recommandés « dans tous les domaines » ; et « méthodes » recommandées.

Orientation

- **Rester concentré sur les trois maladies** et utiliser les investissements du Fonds mondial pour améliorer l'intégration et renforcer les systèmes.
- **Redoubler d'efforts pour lever les obstacles à l'équité, aux droits humains et au genre, et les autres barrages structurels, et soutenir les programmes communautaires destinés aux populations clés et vulnérables et dirigés par elles –** reconnaître qu'il s'agit des obstacles les plus importants aux progrès dans la lutte contre le VIH et la tuberculose dans ces régions. Le Fonds mondial doit maximiser son influence

(subventions aux pays, financements spécifiques à effet catalyseur, engagement politique accru).

- **Assurer le leadership en utilisant l'influence du Fonds mondial pour plaider en faveur de ses principes fondamentaux :** droits humains, équité, égalité de genre et autres déterminants structurels des trois maladies (rester concentré sur les trois maladies ; protéger le rôle des communautés et de la société civile ; mobiliser les ressources nationales).
- **Tirer parti des forces et de la flexibilité du Fonds mondial qui fait en sorte d'agir prestement et efficacement, en se fondant sur les droits, dans un contexte mondial en évolution :** lutte contre les épidémies émergentes et les changements climatiques ; gestion des migrations ou des milieux fragiles.

Tous les domaines

- **S'engager à renforcer la mobilisation des communautés (y compris les populations clés et vulnérables) et de la société civile et la direction de la riposte :**
    - direction de programmes et participation accrue à ces derniers ;
    - suivi communautaire ;
    - création de possibilités de financement communautaire direct ;
    - promotion des principes de financement à deux voies (sans les organisations non gouvernementales internationales) ;
    - subventions multipays ;
    - participation significative des ICN ;
    - plaidoyer en faveur de la participation à d'autres processus nationaux.
- **Renforcer la collaboration intersectorielle, améliorer les partenariats et accroître la responsabilité** (dans les régions et les pays, avec les communautés et la société civile) : pérennité, prestation de services intégrée, action sur les déterminants sociaux de la santé et harmonisation du programme de couverture sanitaire universelle.

Méthodes

- Améliorer l'aide à la transition :
    - mobilisation des ressources nationales ;
    - plaidoyer pour un changement politique et des interventions équitables axées sur les droits ;
    - renforcement des capacités gouvernementales sur la mobilisation des communautés et de la société civile, pérennité des programmes visant les populations clés et vulnérables.

    Exemples de mesures prioritaires supplémentaires :

    - assouplissements quant au rythme de transition (particulièrement après le COVID-19) ;
    - facilitation de l'accès au soutien technique (le Fonds mondial est parfois le principal ou l'unique mécanisme de financement en EEAC et en ALC).
- **Garantir que les processus du Fonds mondial promeuvent et appuient la différentiation à tous les niveaux en fonction du contexte :**

- soutien des approches régionales pour renforcer la collaboration transfrontalière et plaider ensemble pour un changement de politique ;
- allongement des échéances d'investissements qui entraînent des changements sur le long terme (équité, droits humains, genre) ;
- amélioration de l'utilisation des investissements à effet catalyseur et d'autres outils.

- **Accroître l'utilisation de données opportunes de qualité aux fins de prise de décisions :** soutien et usage du suivi communautaire et des données infranationales et intersectorielles, et soutien de la recherche opérationnelle (transmission régulière de données et de pratiques exemplaires à l'échelle locale).
- **Utiliser l'influence du Fonds mondial pour garantir la transparence des informations sur les coûts et l'approvisionnement, et pour faciliter l'accès à des produits abordables (même pendant la transition) :** pérennité ; progrès, responsabilité et mobilisation communautaire continus.

4. Prochaines étapes

Parallèlement à d'autres commentaires fournis dans le cadre du processus d'élaboration de la stratégie à plus grande échelle, les recommandations et les commentaires détaillés découlant du Forum de partenariat sont utilisés par le Secrétariat, le Comité de la stratégie et le Conseil d'administration du Fonds mondial pour élaborer le cadre et le texte définitif de la stratégie pour l'après 2022. Le Fonds mondial poursuivra sa collaboration avec les participants à des moments clés du processus en cours, jusqu'à l'approbation définitive de la stratégie par le Conseil d'administration prévue en novembre 2021.

À l'issue de l'approbation de la stratégie, des mesures seront prises pour se préparer à sa mise en œuvre, comme l'élaboration du cadre de suivi et d'évaluation et d'indicateurs clés de résultats pour évaluer le rendement de la nouvelle stratégie et des mises à jour des politiques pertinentes. Cela donnera également le coup d'envoi des préparatifs pour la septième reconstitution des ressources qui aura lieu en 2022. La nouvelle stratégie devrait entrer en vigueur en 2023.

Annexe 1 : Participation au Forum de partenariat régional I

Région	Nombre de participants	Pourcentage
Europe de l'Est et Asie centrale	25	35 %
Amérique latine et Caraïbes	33	47 %
Hémisphère Nord	13	18 %
Total	**71**	**100 %**

Groupe de parties prenantes	Nombre de participants	Pourcentage
Parties prenantes nationales	**35**	**49 %***
Maître d'œuvre (récipiendaire principal ou sous-récipiendaire)	6	9 %
ICN	6	9 %
Parlementaire, agent du gouvernement ou législateur	8	11 %
Autres parties prenantes nationales[7]	5	7 %
Communautés (populations clés et vulnérables incluses)	10	14 %
Parties prenantes assumant des fonctions de gouvernance, de financement ou d'assurance pour le Fonds mondial	**12**	**17 %**
Donateurs (gouvernements, fondations privées et secteur privé inclus)	1	1 %
Membre du Conseil d'administration ou d'un comité	4	6 %
Agent local du Fonds	3	4 %

[7] Les autres parties prenantes nationales comprennent les représentants du secteur privé local, les fournisseurs d'assurance-maladie, les fournisseurs de soins de santé, les organismes gouvernementaux, les milieux universitaires locaux et les représentants d'organisations internationales (Nations Unies) à l'échelle locale.

Membre du Comité technique d'examen des propositions ou du Groupe technique de référence en évaluation	4	6 %
Parties prenantes et partenaires internationaux et régionaux	**24**	**34 %**
Société civile	15	21 %
Partenaire multilatéral et bilatéral	7	10 %
Expert technique	2	3 %
Total	**71**	**100 %**

* Les valeurs ayant été arrondies, le pourcentage total ne correspond pas à la somme des pourcentages individuels.

Annexe 2 : Programme

Forum de partenariat régional I : Europe de l'Est et Asie centrale (EEAC) ; Amérique latine et Caraïbes (ALC)

Premier jour – 9 février	
Séance plénière conjointe de l'EEAC et de l'ALC	
Heure	Description de la séance
De 9 h à 9 h 25, heure de Bogota De 15 h à 15 h 25, heure de Genève De 16 h à 16 h 25, heure de Kiev	Bienvenue : *mise en contexte* Avec la participation de représentants de l'ensemble du partenariat du Fonds mondial dans la région, cette séance mettra l'accent sur l'objectif et l'intention de ce Forum de partenariat. Elle marquera le début de trois jours de discussions dynamiques et détaillées, pour aider à définir les domaines d'intérêt de la nouvelle stratégie du Fonds mondial. Présidence de la séance : Gunilla Carlsson, vice-présidente du Comité de la stratégie du Fonds mondial Intervenants : Donald Kaberuka, président du Conseil d'administration du Fonds mondial Lena Nanushyan, ministre adjointe, ministère de la Santé, République d'Arménie Alejandra Acuña, vice-ministre de la Santé, Costa Rica Keren Dunaway, responsable de l'égalité de genre pour l'ICW et coordonnatrice jeunesse pour la fondation Llaves Daniyar Orsekov, coordonnateur du plaidoyer à la Coalition eurasienne pour la santé, les droits, le genre et la diversité sexuelle (ECOM), Kirghizistan
De 9 h 25 à 9 h 50, heure de Bogota De 15 h 25 à 15 h 50, heure de Genève De 16 h 25 à 16 h 50, heure de Kiev	Sujets de l'élaboration de la stratégie du Fonds mondial abordés : *questions fondamentales et considérations principales* Séance interactive pour souligner les défis régionaux et recevoir les commentaires de tous les participants sur les questions clés de l'élaboration de la stratégie. Présidence de la séance : animateur principal Intervenant : Harley Feldbaum, directeur de la Stratégie et de la Politique, le Fonds mondial
De 9 h 50 à 10 h, heure de Bogota De 15 h 50 à 16 h, heure de Genève De 16 h 50 à 17 h, heure de Kiev	Programme, principes et pratiques : *tirer le maximum de votre participation* Présentation pas-à-pas du programme du Forum de partenariat, notamment les principes de collaboration et la logistique pour participer aux discussions en groupe, y compris la manière de bénéficier de services d'interprétation et de contacter le service d'assistance. Présidence de la séance : (co)animateur principal

Pause santé (10 minutes)	
Amérique latine et Caraïbes seulement	
DISCUSSIONS EN GROUPE – ALC	
De 10 h 10 à 11 h 20, heure de Bogota De 16 h 10 à 17 h 20, heure de Genève	Définir nos objectifs : *décortiquer les enjeux – discussion en groupe de réflexion 1* Les participants prendront part à des discussions en petit groupe pour traiter du thème « Définir nos objectifs » de l'élaboration de la stratégie. Chaque groupe de discussion est invité à s'interroger sur ce que le Fonds mondial devrait continuer de faire, ce qui pourrait être amélioré et ce qui devrait être retiré des priorités pour favoriser une augmentation des avancées dans chaque domaine traité lors des discussions en groupe. Présidence de la séance : animateurs des discussions
De 11 h 20 à 12 h 30, heure de Bogota De 17 h 20 à 18 h 30, heure de Genève	Trajectoires pour atteindre nos objectifs : *faire des choix – discussion en groupe de réflexion 2* Les participants prendront part à des discussions en petit groupe pour traiter du thème « Atteindre nos objectifs » de l'élaboration de la stratégie. Chaque groupe de discussion est invité à s'interroger sur ce que le Fonds mondial devrait continuer de faire, ce qui pourrait être amélioré et ce qui devrait être retiré des priorités pour favoriser une augmentation des avancées dans chaque domaine traité lors des discussions en groupe. Présidence de la séance : animateurs des discussions
De 12 h 30 à 13 h 30, heure de Bogota De 18 h 30 à 19 h 30, heure de Genève	Stands thématiques Les stands thématiques sont des espaces dédiés aux rencontres informelles qui sont ouverts aux participants pour leur permettre : de s'engager dans des discussions interactives avec d'autres participants sur les thèmes propres à l'élaboration de la stratégie en dehors des discussions en groupe ; d'échanger avec les animateurs des groupes au sujet des discussions de la journée et de donner leur avis sur des thèmes afin que les animateurs puissent en parler dans les groupes de discussion le lendemain ; d'entrer en contact avec le personnel du Secrétariat du Fonds mondial pour soumettre leurs questions ; d'accéder à des documents contextuels en lien avec le groupe de discussion pertinent.

Deuxième jour – 10 février	
Heure	Description de la séance
Europe de l'Est et Asie centrale seulement	
DISCUSSIONS EN GROUPE – EEAC	
De 12 h 30 à 13 h 40, heure de Genève	Définir nos objectifs : *décortiquer les enjeux – discussion en groupe de réflexion 1* Les participants prendront part à des discussions en petit groupe pour traiter du thème « Définir nos objectifs » de l'élaboration de la stratégie. Chaque groupe de discussion est invité à s'interroger sur ce que le Fonds mondial devrait continuer de

De 13 h 30 à 14 h 40, heure de Kiev	faire, ce qui pourrait être amélioré et ce qui devrait être retiré des priorités pour favoriser une augmentation des avancées dans chaque domaine traité lors des discussions en groupe. Présidence de la séance : animateurs des discussions
De 13 h 40 à 14 h 50, heure de Genève De 14 h 40 à 15 h 50, heure de Kiev	Trajectoires pour atteindre nos objectifs : *faire des choix – discussion en groupe de réflexion 2* Les participants prendront part à des discussions en petit groupe pour traiter du thème « Atteindre nos objectifs » de l'élaboration de la stratégie. Chaque groupe de discussion est invité à s'interroger sur ce que le Fonds mondial devrait continuer de faire, ce qui pourrait être amélioré et ce qui devrait être retiré des priorités pour favoriser une augmentation des avancées dans chaque domaine traité lors des discussions en groupe. Présidence de la séance : animateurs des discussions
Pause santé (10 minutes)	
Séance plénière conjointe de l'EEAC et de l'ALC *(Pendant la pause, veuillez vous connecter à la séance plénière en cliquant sur le lien dans « My Schedule » [mon emploi du temps] sur le site Web des sixièmes Forums de partenariat.)*	
SÉANCE PLÉNIÈRE – EEAC ET ALC	
De 9 h à 9 h 45, heure de Bogota De 15 h à 15 h 45, heure de Genève De 16 h à 16 h 45, heure de Kiev	Sagesse collective : *délibérations et discussions* Retrouvez tous les participants du Forum régional pour un récapitulatif rapide des deux premières discussions en groupe. Questions-réponses rapides et discussion avec les rapporteurs des discussions en groupe, reflétant les principales conclusions des discussions en petit groupe. Moment opportun pour que les participants réfléchissent à l'étendue et la profondeur des discussions des deux jours avant de poursuivre avec les autres séances, qui auront pour objectif d'établir des liens, de mettre la priorité sur les domaines clés et de s'accorder sur les points principaux. Présidence de la séance : (co)animateur principal
De 9 h 45 à 10 h 30, heure de Bogota De 15 h 45 à 16 h 30, heure de Genève De 16 h 45 à 17 h 30, heure de Kiev	Réunir tous les éléments : *interdépendances et sujets ou thèmes émergents* Observations du Secrétariat du Fonds mondial sur les thèmes émergents jusqu'à présent, suivies d'une discussion interactive sur ce qui pourrait manquer, ainsi que sur les principales considérations et les principaux compromis. Présidence de la séance : animateur Intervenant : Harley Feldbaum, directeur de la Stratégie et de la Politique, le Fonds mondial
Amérique latine et Caraïbes	
DISCUSSIONS EN GROUPE – ALC	

De 10 h 30 à 11 h 15, heure de Bogota De 16 h 30 à 17 h 15, heure de Genève	Priorités déterminées par le partenariat I : *émettre des recommandations qui comptent – discussions en groupe de réflexion « Définir nos objectifs »* Les participants retrouvent leurs groupes « Définir nos objectifs » afin de classer les recommandations par ordre de priorité pour la nouvelle stratégie du Fonds mondial. Présidence de la séance : animateurs des discussions
De 11 h 15 à 12 h, heure de Bogota De 17 h 15 à 18 h, heure de Genève	Priorités déterminées par le partenariat II : *émettre des recommandations qui comptent – discussions en groupe de réflexion « Atteindre nos objectifs »* Les participants retrouvent leurs groupes « Atteindre nos objectifs » afin de classer les recommandations par ordre de priorité pour la nouvelle stratégie du Fonds mondial. Présidence de la séance : animateurs des discussions

Troisième jour – 11 février	
Heure	Description de la séance
Europe de l'Est et Asie centrale seulement	
De 12 h à 13 h, heure de Genève De 13 h à 14 h, heure de Kiev	Stands thématiques
Pause santé (30 minutes)	
Europe de l'Est et Asie centrale seulement	
DISCUSSIONS EN GROUPE – EEAC	
De 13 h 30 à 14 h 15, heure de Genève De 14 h 30 à 15 h 15, heure de Kiev	Priorités déterminées par le partenariat I : *émettre des recommandations qui comptent – discussions en groupe de réflexion « Définir nos objectifs »* Les participants retrouvent leurs groupes « Définir nos objectifs » afin de classer les recommandations par ordre de priorité pour la nouvelle stratégie du Fonds mondial. Présidence de la séance : animateurs des discussions
De 14 h 15 à 15 h, heure de Genève De 15 h 15 à 16 h, heure de Kiev	Priorités déterminées par le partenariat II : *émettre des recommandations qui comptent – discussions en groupe de réflexion « Atteindre nos objectifs »* Les participants retrouvent leurs groupes « Atteindre nos objectifs » afin de classer les recommandations par ordre de priorité pour la nouvelle stratégie du Fonds mondial. Présidence de la séance : animateurs des discussions
Pause santé (10 minutes)	
Séance plénière conjointe de l'EEAC et de l'ALC	
SÉANCE PLÉNIÈRE – EEAC ET ALC	
De 9 h 10 à 10 h 10, heure de Bogota De 15 h 10 à 16 h 10, heure de Genève De 16 h 10 à 17 h 10, heure de Kiev	Vers un impact plus marqué : ***harmoniser les recommandations*** Harmoniser les recommandations du Forum de partenariat pour contribuer au processus d'élaboration de la stratégie du Fonds mondial. Présidence de la séance : (co)animateur principal
De 10 h 10 à 10 h 30, heure de Bogota De 16 h 10 à 16 h 30, heure de Genève	Réflexion et analyse : *de l'engagement à l'action* Discours de clôture Présidence de la séance : (co)animateur principal Intervenants :

De 17 h 10 à 17 h 30, heure de Kiev	Marijke Wijnroks, directrice de cabinet du Fonds mondial Donald Kaberuka, président du Conseil d'administration du Fonds mondial

Annexe 3 : Aperçu des sujets des discussions en groupe

Définir nos objectifs

Lutter contre le VIH, la tuberculose et le paludisme

- Cibles, progrès et défis régionaux et mondiaux
- Thèmes prioritaires régionaux (p. ex., prévention du VIH, services auprès des populations vulnérables clés, obstacles structurels, cas de tuberculose manquant à l'appel, diagnostic et traitement précoce de qualité pour le paludisme)

Intégration et systèmes de santé

- SRPS (y compris l'intégration de la CSU et des SSP, des approches centrées sur la personne, de la collaboration et de l'intégration intersectorielles en santé)
- Renforcement des systèmes communautaires
- Déterminants sociaux de la santé
- Qualité des soins

S'adapter à un milieu en évolution

- Sécurité sanitaire mondiale, y compris la COVID-19, la résistance aux antimicrobiens, aux insecticides et aux médicaments, et l'initiative One Health
- Changement climatique
- Fragilité, migration, déplacements et contextes d'intervention difficiles

Équité, droits humains, genre et populations-clés et vulnérables

- Renforcer l'accent sur l'équité, les droits de l'homme, le genre et les populations les plus vulnérables (p. ex., populations vulnérables clés et adolescentes et jeunes femmes)
- Élimination des obstacles structurels
- Réduction des inégalités en santé

Atteindre nos objectifs

Renforcer l'impact selon le contexte du pays

- Programmation fondée sur des données à tous les niveaux, dont la surveillance communautaire
- Comment le modèle du Fonds mondial peut être un meilleur catalyseur selon le contexte (personnalisation)
- Soutien de la pérennisation et des transitions
- Gestion des risques en tant qu'obstacles potentiels à un impact plus marqué

Partenariats soutenant une mise en œuvre efficace

- Renforcement de la participation des communautés et de la société civile à la riposte, et du rôle de direction
- Amélioration du modèle de partenariat pour augmenter l'efficacité du programme
- Renforcement des instances de coordination nationale (entre autres intégration des programmes et de la gouvernance)
- Participation du secteur privé
- Appropriation par les pays

Mobilisation des ressources

- Financement national
- Financement de donateurs
- Dotation de ressources pour nos objectifs (y compris la sécurité sanitaire mondiale)

Orientation des marchés, achats, chaîne d'approvisionnement et mise à l'échelle des innovations

- Orientation des marchés
- Approvisionnement
- Mise à l'échelle des innovations

Remarque : Les deux principales forces du Fonds mondial (équité, droit de l'homme, genre et populations vulnérables ; participation des communautés et de la société civile à la riposte, et rôle de direction) seront abordées dans tous les groupes.

« Lutter contre le VIH, la tuberculose et le paludisme » a ensuite été divisé en trois sujets de discussion en groupe (un pour chaque maladie).